Burundi : 16 soldats déjà arrêtés, accusés de fomenter une mutinerie générale

@rib News, 30/01/2010 â€“ Source AFPSeize militaires burundais, dont deux officiers, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s Ã Bujumbura depu vendredi, accusÃ©s par l'Ã©tat-major de "dÃ©stabilisation des institutions", mais ce coup de filet suscite inquiÃ©tude et scepticisme dans les rangs de l'opposition.Vendredi en dÃ©but de soirÃ©e, treize militaires, dont un capitaine et un lieutenant, Ã©taient arrÃªtÃ©s sur une des plages les plus frÃ©quentÃ©es de la capitale burundaise au bord du lac Tanganyika.Selon le chef d'Ã©tat-major gÃ©nÃ©ral de l'armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, ils prÃ©paraient "la dÃ©stabilisation des institutions" du Burundi.
Ces arrestations ont Ã©tÃ© menÃ©es par des dizaines de soldats, devant une camÃ©ra de la tÃ©lÃ©vision nationale qui a filmÃ toute l'opÃ©ration. Les soldats ont tirÃ© en l'air "pour arrÃªter ceux qui voulaient fuir", a-t-il expliquÃ©.Un haut gradÃ© de l'armÃ a ensuite fait Ã©tat samedi trois autres interpellations, des sous-officiers du camp para-commandos de Bujumbura, portant Ã 16 le nombre d'arrestations dans ce coup de filet."Selon les premiers Ã©lÃ©ments de l'enquÃªte en cours, ces soldats avaient prÃ©parÃ© une mutinerie gÃ©nÃ©rale dans tous les camps du pays. Ils prÃ©voyaient de prendre en otage leurs officier puis d'exiger des nÃ©gociations directes avec le prÃ©sident Pierre Nkurunziza", a rÃ©vÃ©lÃ© ce haut gradÃ© sous couvert de l'anonymat.Ils auraient formulÃ© des exigences en rapport avec leurs conditions de vie, mais aussi politiques, selon la mÃªme source.Toutes ces informations ont Ã©tÃ© confirmÃ©es par des sources gouvernementales et diplomatiques.Selon le chef d'Ã©tat-major gÃ©nÃ©ral, le pouvoir Ã©tait au courant de cette tentative depuis plusieurs jours et a "attendu le bon moment pour agir".De son cÃ´tÃ©, l'opposition burundaise n'a pas cachÃ© son scepticisme et son inquiÃ©tude devant cette affaire."Nous sommes fortement inquiets car hier, nous avons eu l'impression d'assister Ã une mise en scÃ¨ne. Nous avons l'impression que le pouvoir cherche Ã crÃ©er une situation chaotique qui lui permette d'Ã©carter tous les hommes politiques qui dÃ©rangent", a rÃ©agi samedi Pancrace Cimpaye, porte-parole du parti Frodebu."Au dÃ©part, le pouvoir burundais envisageait d'arrÃªter un certain nombre de responsables de l'opposition qu'il accuse d'Ãªtre les cerveaux de cette dÃ©stabilisation. Mais la sagesse a prÃ©valu et il a dÃ©cidÃ© de se cantonner Ã l'armÃ©e, fort heureusement", s'est fÃ© un diplomate en poste Ã Bujumbura, qui a requis l'anonymat."AprÃ¨s des discussions au plus haut niveau, le pouvoir burundais a dÃ©cidÃ© de calmer le jeu, surtout en cette pÃ©riode prÃ©-Ã©lectorale", a-t-il poursuivi, en se disant "soulagÃ© ca pays est encore fragile et n'est pas Ã l'abri de la violence".Ces arrestations interviennent dans un contexte de malaise persistant au sein de l'armÃ©e et de la police, selon des sources de ces deux corps.Le Burundi tente de sortir depuis 2006 de treize ans de guerre civile dÃ©clenchÃ©e par l'assassinat du premier prÃ©sident dÃ©mocratiquement Ã©lu, le Hutu Melchio Ndadaye, lors d'une tentative de coup d'Etat de l'armÃ©e, alors dominÃ©e par la minoritÃ© tutsi.Le Burundi est dirigÃ© par un pouvoir Ã©lu, issu de l'ex-principale rÃ©bellion hutu du CNDD-FDD. L'armÃ©e (28.000 hommes) et la police (18.000 hommes) sont composÃ©es Ã paritÃ© entre les deux principales ethnies du pays.Des Ã©lections, dont une prÃ©sidentielle et des lÃ©gislatives, sont prÃ©vues Ã partir de mai.